

ActivImmo
Société civile de placement immobilier à capital variable
Procédant à une offre au public
Capital social minimum : 760.000 €
Siège social : 4 avenue Georges Mandel 75116 Paris
RCS Paris : n°853 533 594

Formulaire à remplir et à retourner à la société à l'adresse suivante :

ActivImmo c/ALDERAN
4 avenue Georges Mandel
75116 Paris

Nom et prénom de l'Associé :

Domicile de l'Associé :

N° Associé :

Nombre de Parts :

Nombre de Voix :

ATTENTION - Date limite de réception du présent formulaire par la Société, le 26 avril 2026.

L'Assemblée générale mixte d'ActivImmo, société civile de placement immobilier à capital variable procédant à une offre au public, dont le capital social minimum est de 760.000 €, dont le siège social est situé 4, avenue Georges Mandel, 75116 Paris et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 853 533 594 (la « **Société** »), est convoquée le 27 avril 2026, à 18 heures, au 112 avenue Kléber, 75116 Paris.

**SI VOUS NE POUVEZ ASSISTER PERSONNELLEMENT À CETTE ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE MIXTE, VOUS POUVEZ UTILISER LE PRÉSENT FORMULAIRE SELON
L'UNE DES DEUX POSSIBILITÉS OFFERTES ET LE RETOURNER SIGNÉ
DIRECTEMENT À LA SOCIÉTÉ**

Le formulaire de vote adressé pour une assemblée vaut pour les autres assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

OPTION 1 - VOTE PAR CORRESPONDANCE

Important : dans ce cas, ne cochez qu'une seule case par ligne. Toute abstention ou absence d'indication de vote est assimilée à un vote défavorable à l'adoption des résolutions. Il en est ainsi lorsqu'aucune case n'est cochée ou qu'au contraire deux cases sont cochées simultanément par ligne. L'expression du vote est considérée résolution par résolution.

| | OUI | NON | ABSTENTION |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <i>Au titre de l'assemblée générale ordinaire</i> | | | |
| 1 ^{ière} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 7 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 8 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 10 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 11 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 12 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 13 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 14 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <i>Au titre de l'assemblée générale extraordinaire</i> | | | |
| 15 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 16 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 17 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 18 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <i>Au titre de l'assemblée générale ordinaire</i> | | | |
| 19 ^{ème} résolution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

OPTION 2 - PROCURATION (POUVOIR)⁽¹⁾

Je donne pouvoir à un autre associé (mandataire) pour me représenter, indiquez ci-après ses nom et prénom(s) (ou dénomination sociale)

Mme/M. _____

Important :

⁽¹⁾ Tout associé peut recevoir les pouvoirs émis par d'autres associés en vue d'être représentés à une assemblée, sans autres limites que celles qui résultent des dispositions légales ou statutaires fixant le nombre maximal des voix dont peut disposer une même personne, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Les clauses contraires aux dispositions de l'alinéa précédent sont réputées non écrites.

(2) L'assemblée générale est présidée par un représentant légal de la société de gestion. A défaut l'assemblée générale élit elle-même son président.

Si des résolutions nouvelles (étant entendu que ces résolutions doivent obligatoirement être en rapport avec l'ordre du jour) sont proposées ou présentées par un ou plusieurs associés au cours de l'assemblée :

Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre)

ou

Je donne pouvoir à l'associé désigné ci-dessous (Cf. (1) ci-dessus) :

Mme./M. _____

ou

Je donne pouvoir au président de l'assemblée pour voter en mon nom et dans le sens qui lui conviendra (Cf. (2) ci-dessus)

Le présent formulaire peut être utilisé soit :

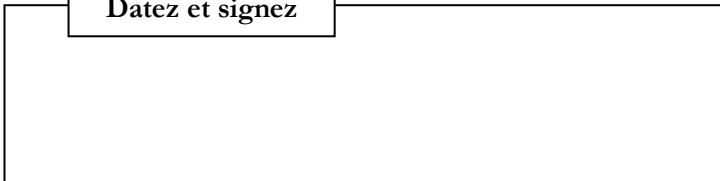
- pour un vote par correspondance, auquel cas nous vous remercions de compléter le tableau de vote des résolutions ci-avant ;
- pour un vote par procuration auquel cas nous vous remercions d'indiquer le nom de l'associé que vous mandatez pour vous représenter.

Pour rappel, si le présent formulaire est envoyé sans que le tableau de vote des résolutions et le nom de l'associé mandataire ne soient complétés, il sera considéré comme une procuration sans indication de mandataire. Dans un tel cas, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par la société de gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'associé doit choisir un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Les informations contenues sur le présent formulaire sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement informatique, elles sont soumises aux prescriptions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données, notamment en ce qui concerne le droit d'accès et de modification pouvant être exercé par l'intéressé.

Fait à _____, le _____

Datez et signez



Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale mixte

Exposé des motifs :

Au titre de l'assemblée générale ordinaire

Conformément aux dispositions légales et statutaires, il est soumis aux associés de la Société l'approbation des comptes annuels de la Société pour l'exercice social clos au 31 décembre 2025. De plus, les mandats des membres du Conseil de Surveillance arrivant à terme, il est proposé de procéder au renouvellement du Conseil de Surveillance. Il est également proposé d'adopter une version modifiée du règlement intérieur du Conseil de Surveillance. Enfin, il est proposé de proroger les mandats de la Société de Gestion et de l'expert externe en évaluation. Pour plus d'information, il est renvoyé au contenu des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance.

Au titre de l'assemblée générale extraordinaire

Compte tenu des évolutions réglementaires récentes, il est proposé aux associés de la Société de mettre à jour les statuts et d'autoriser la Société de Gestion à mettre à jour la Note d'Information en conséquence. Pour plus d'information, il est renvoyé aux rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance.

*
* *

En conséquence de ce qui précède, il est soumis aux délibérations de l'assemblée générale mixte de la Société les résolutions suivantes :

Au titre de l'assemblée générale ordinaire :

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2025

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, approuve le rapport de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, ainsi que les comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2025, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant ressortir un résultat bénéficiaire de **66 474 901 €**.

DEUXIEME RESOLUTION

Quitus à la Société de Gestion pour l'exercice social clos au 31 décembre 2025

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, en conséquence de ce qui précède, donne *quitus* entier et sans réserve à la Société de Gestion dans l'exécution de son mandat pour l'exercice social écoulé.

TROISIEME RESOLUTION

Quitus aux membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice social clos au 31 décembre 2025

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, en conséquence de ce qui précède, donne *quitus* entier et sans réserve aux membres du Conseil de Surveillance dans l'exécution de leur mandat pour l'exercice social écoulé.

QUATRIEME RESOLUTION

Maintien des droits des porteurs sur le solde positif du compte de report à nouveau et du compte des « plus ou moins-values réalisées sur immeubles locatifs » au cours de l'exercice écoulé

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, prend acte et approuve le prélèvement de la somme de 93 239 € sur le montant total des primes d'émission perçues par la Société au cours de l'exercice social clos au 31 décembre 2025 ainsi que son affectation (i) au compte de report à nouveau à hauteur d'un montant de 55 955 € ce qui a pour effet de porter le report à nouveau à un montant de 825 658 € et (ii) au compte des plus ou moins-values réalisées sur immeubles locatifs (ou à tout compte équivalent) à hauteur d'un montant de 37 284 €.

CINQUIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice social clos au 31 décembre 2025

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, prend acte que le résultat bénéficiaire de l'exercice social de l'année 2025 s'élève à la somme de 66 474 901,26 €, que le report à nouveau s'élève à la somme de 769 702,89 €, et qu'en conséquence, le résultat distribuable s'élève à la somme de 67 244 604,15 €.

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée décide d'affecter le résultat de distribuable de l'exercice social clos au 31 décembre 2025 de la façon suivante :

- à la distribution d'un dividende d'un montant de 67 205 372,19 € (soit 33,48 € par part sociale en pleine jouissance) correspondant au montant des acomptes déjà versés.

En conséquence, le solde du poste « report à nouveau » est porté de 769 702,89 € à 95 186 € compte tenu de l'affectation d'une partie de la prime d'émission au report à nouveau, sous réserve de l'approbation de la quatrième résolution.

SIXIEME RESOLUTION

Constatation de la distribution des sommes inscrites au compte des « plus ou moins-values réalisées sur immeubles locatifs » intervenue au cours de l'exercice clos ; Autorisation donnée à la Société de Gestion pour procéder à la distribution des sommes distribuables figurant sur ce compte pour l'exercice en cours

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, constate que le compte des plus ou moins-values réalisées sur cessions d'immeubles locatifs fait figurer un montant de 2 380 392 € au 31 décembre 2025, déduction faite de l'acompte versé en septembre 2025, d'un montant de 1 264 800 €.

L'Assemblée prend acte que les plus ou moins-values réalisées sur immeubles locatifs en 2025 s'élevaient au total à la somme de 3 645 192 €.

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, autorise la Société de Gestion à procéder, sur la base de situations comptables intermédiaires et dans une limite qu'elle déterminera, à la distribution partielle des réserves distribuables des plus ou moins-values sur cessions d'immeubles locatifs. La présente autorisation est expressément donnée jusqu'à la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

SEPTIEME RESOLUTION

Approbation des valeurs réglementaires au 31 décembre 2025

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, constate que, conformément à l'article L. 214-109 du Code monétaire et financier, la Société de Gestion mentionne dans un état annexé au rapport de gestion, la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la Société (les « Valeurs Règlementaires »).

Les Valeurs Règlementaires au 31 décembre 2025 sont les suivantes :

- Valeur comptable : 1 181 886 723 € ; soit 513,56 € par part ;
- Valeur de réalisation : 1 182 165 318 € ; soit 513,68 € par part ; et
- Valeur de reconstitution : 1 418 977 675 € ; soit 616,58 € par part.

L'Assemblée approuve sans réserve chacune des Valeurs Règlementaires énoncées au-dessus.

HUITIEME RESOLUTION

Approbation des conventions réglementées

Après avoir entendu la lecture des rapports du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance sur les conventions visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, constate qu'il n'y a pas de convention réglementée soumise à son approbation.

NEUVIEME RESOLUTION

Renouvellement de l'autorisation d'emprunt

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Commissaire aux Comptes et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle l'autorisation accordée à la Société de Gestion agissant au nom et pour le compte de la Société, afin de contracter des emprunts, assumer des dettes, procéder à des acquisitions en état futur d'achèvement ou payables à terme aux conditions qu'elle jugera convenables, dans la limite d'un montant maximum égal à trente pour cent (30%) de la valeur vénale du patrimoine conformément aux dispositions statutaires et de l'article L. 214-101 du Code monétaire et financier.

DIXIEME RESOLUTION

Adoption du nouveau règlement intérieur du Conseil de Surveillance

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires :

- constate que le règlement intérieur du Conseil de Surveillance n'est pas aligné avec les recommandations du code de déontologie de la gestion des SCPI de l'ASPIM ;
- constate que les pratiques de marché ont évolué et que le règlement intérieur du Conseil de Surveillance ne reflète pas ces évolutions ;
- décide, d'adopter le projet de règlement intérieur du Conseil de Surveillance mis à jour qui lui est soumis, figurant en **Annexe 2** aux présentes, par article et dans son ensemble, comme règlement intérieur du Conseil de Surveillance de la Société conformément aux dispositions statutaires, lequel se substitue intégralement au règlement antérieurement en vigueur.

ONZIEME RESOLUTION

Renouvellement du Conseil de Surveillance

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, constate l'arrivée du terme des mandats des membres du Conseil de Surveillance à l'issue de la présente Assemblée, à savoir :

- Monsieur Philippe Baratte (membre du Conseil de Surveillance) ;

- Monsieur Christian Bouthié (membre et Président du Conseil de Surveillance) ;
- Monsieur Jean-Luc Bronsart (membre du Conseil de Surveillance) ;
- Monsieur Philippe Germain (membre du Conseil de Surveillance) ;
- Monsieur Franck Girard (membre du Conseil de Surveillance) ;
- La société PAJUSO représentée par Monsieur Philippe Drouet (membre du Conseil de Surveillance) ;
- La société SPIRICA représentée par Madame Ugoline Duruflé (membre et Vice-Président du Conseil de Surveillance) ;
- La société AFER PIERRE représentée par Monsieur Nicolas Maassad (membre du Conseil de Surveillance) ;
- La société CRILIN SCI représentée par Monsieur Pierre-Alban Garin (membre du Conseil de Surveillance).

L'Assemblée constate que la liste des candidats a été arrêtée conformément à l'article 422-200 du Règlement Général de l'AMF suite à l'appel de candidatures lancé par la Société de Gestion conformément à l'article 422-201 du Règlement Général de l'AMF et décide de nommer en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2028, les 9 candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, étant précisé que conformément à l'article 422-201 du Règlement Général de l'AMF, seuls ont été pris en compte les suffrages exprimés par les associés présents et les votes par correspondance :

| Dénomination sociale ou prénom et nom du candidat (et de son représentant si personne morale) | Nombre de voix recueillies | Elu / Réélu / Non élu |
|---|----------------------------|-----------------------|
| Monsieur Philippe Baratte | | |
| Monsieur Bruno Bitton | | |
| Monsieur Stéphane Calimodio (société TOBAGOCAL) | | |
| Monsieur Guillaume Chan How Tahk (société SCI CHAN) | | |
| Monsieur Pierre Chérière | | |
| Monsieur David Clair (société SCI BELEMEO Patrimoine) | | |
| Monsieur Olivier Davy | | |
| Monsieur Bertrand De Saint Exupéry De Castillon | | |
| Monsieur Jean-Philippe Dubost | | |
| Monsieur Pierre Garin (société SCI CRILIN) | | |
| Monsieur Philippe Germain | | |
| Monsieur Franck Girard | | |
| Monsieur Benoît Granier | | |
| Monsieur Franck Imbert (société SCI ANAMA) | | |
| Monsieur Olivier Kimmel | | |
| Monsieur William Le Pape | | |
| Monsieur Xavier Moreau | | |
| Monsieur Ludovic Pourrier | | |
| Monsieur Luc Raemo | | |
| Monsieur Jean-Philippe Richon | | |
| Monsieur Nicolas Tenoux | | |

Les informations concernant les candidats figurent en **Annexe 1**.

DOUZIEME RESOLUTION
Fixation de la rémunération du Conseil de Surveillance

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, conformément aux dispositions de l'article 16-2 des Statuts, décide de fixer à la nouvelle somme de 45 150 € le montant annuel des jetons de présence qui sera réparti entre les membres du Conseil de Surveillance en tenant compte notamment du travail développé par chaque membre et de l'absentéisme, conformément aux règles édictées par les Statuts et le règlement intérieur du Conseil de Surveillance.

Les frais raisonnablement engagés par les membres du Conseil de Surveillance dans le cadre de leurs mandats seront remboursés, sur présentations des justificatifs, dans le cadre des règles fixées par le règlement intérieur du Conseil de Surveillance.

TREIZIEME RESOLUTION *Prorogation du mandat de la Société de Gestion*

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée rappelle que la Société de Gestion a été nommée pour la première fois dans les statuts constitutifs de la Société pour une durée de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le mandat de la Société de Gestion a été renouvelée par décision de l'assemblée générale mixte du 28 avril 2025 pour une durée de trois exercices, expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

L'Assemblée rappelle que, conformément à ses statuts, le mandat de la Société de Gestion est donc à durée déterminée. L'Assemblée constate que cette pratique n'est pas alignée avec la pratique du marché et n'est pas non plus en cohérence avec les cycles d'investissement pratiqués au sein de la Société.

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires décide que la durée du mandat de la Société de Gestion sera identique à celle de la Société telle que prévu à l'article 5 (durée) des Statuts.

L'Assemblée précise que l'adoption de cette résolution, dans la mesure où la durée du mandat de la Société de Gestion figure à l'article 15.1 des Statuts actuels de la Société, donnera lieu à une modification corrélative des Statuts de la Société prévue à la dix-septième résolution ci-après.

L'Assemblée prend acte que la Société de Gestion a accepté par avance la modification de la durée de son mandat.

QUATORZIEME RESOLUTION *Prorogation du mandat de l'expert externe en évaluation*

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, l'Assemblée rappelle que Cushman & Wakefield a été nommé en qualité d'expert externe en évaluation par l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2023, après accord de l'AMF, pour une durée de cinq ans soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

L'Assemblée constate que cette pratique n'est pas alignée avec la réglementation en vigueur.

Par conséquent, et en considération de l'article 12 du décret n°2025-762 du 4 août 2025 portant modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs, et modifiant l'article R. 214-157-1 du Code monétaire et financier, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires décide de proroger d'un an le mandat de l'expert externe en évaluation qui expirera à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

L'Assemblée précise que l'adoption de cette résolution, dans la mesure où la durée du mandat de l'expert externe en évaluation figure à l'article 19 des Statuts actuels de la Société, donnera lieu à une modification corrélative des Statuts de la Société prévue à la dix-septième résolution ci-après.

L'Assemblée prend acte que Cushman & Wakefield a accepté par avance la modification de la durée de son mandat.

Au titre de l'assemblée générale extraordinaire :

QUINZIEME RESOLUTION *Modification de l'objet social*

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, et en considération de l'article 8 de l'ordonnance n°2024-662 du 3 juillet 2024 modifiant les articles L.214-114 et L.214-115 du Code monétaire et financier portant sur l'extension de l'objet et des actifs éligibles, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, décide de modifier l'objet social de la Société, afin d'ajouter les activités suivantes :

- la détention de participation dans des parts de sociétés de personnes autres que celles mentionnées au (i) du V) de l'article 2 des Statuts ou des parts ou actions des sociétés autres que des sociétés de personnes qui ne sont pas admises aux négociations sur un marché et dont la responsabilité des associés ou actionnaires est limitée au montant de leurs apports, dont l'actif est principalement constitué d'immeubles acquis ou construits en vue de leur location ou de droits réels portant sur de tels biens ou d'avances en compte courant consenties à des sociétés mentionnées au (i) ou (iii) du V) de l'article 2 des Statuts,
- la détention d'instruments financiers à terme mentionnés à l'article L. 211-1 du C. monét. fin., en vue de la couverture du risque de change ou de taux ;
- à titre accessoire, l'acquisition, directement ou indirectement, en vue de leur location, des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers, ainsi que procéder à l'acquisition directe ou indirecte, l'installation, la location ou l'exploitation de tout procédé de production d'énergies renouvelables, y compris la revente de l'électricité produite ; et
- la réalisation, plus généralement, de toutes opérations prévues par l'article L. 214-114 du C. monét. fin.

L'article 2 « Objet » des Statuts sera rédigé comme suit, à compter de ce jour :

« La Société a pour objet :

- I) l'acquisition directe ou indirecte, y compris en l'état futur d'achèvement ou par la construction pour compte propre, d'un patrimoine immobilier affecté à la location.
- II) la gestion dudit patrimoine immobilier locatif, et plus particulièrement pour la Société, un patrimoine spécialisé dans l'immobilier tertiaire à dominante de locaux d'activités, d'entrepôts, de messagerie et de logistique, et accessoirement bureaux ou commerces, situés en France, dans les grandes métropoles de l'Union Européenne ou en périphérie de ces métropoles.
- III) pour les besoins de sa gestion, la réalisation de travaux de toute nature dans les immeubles qu'elle détient, notamment les opérations afférentes à leur construction, rénovation, entretien, réhabilitation, amélioration, agrandissement, reconstruction ou leur mise aux normes environnementales ou énergétiques ; elle peut acquérir des équipements ou des installations nécessaires à l'utilisation des immeubles ;
- IV) la cession d'éléments de patrimoine immobilier, dès lors qu'elle ne les a pas achetés en vue de les revendre et que de telles cessions ne présentent pas un caractère habituel ; étant précisé que ce paragraphe s'applique quoique la Société détienne directement l'actif immobilier ou par l'intermédiaire d'une société ;
- V) la détention de participations dans (i) des parts de sociétés de personnes qui ne sont pas admises aux négociations sur un marché et dont les associés répondent du passif au-delà de leurs apports, dont l'actif est principalement constitué d'immeubles acquis ou construits en vue de leur location ou de droits réels portant sur de tels biens, dont les autres actifs sont liquides (en particulier, (x) avances en compte courant mentionnées à l'article L. 214-102 du C. monét. fin., (y) créances résultant de l'activité principale de la Société, (z) dépôts et liquidités), (ii) des parts de sociétés de personnes autres que celles mentionnées au (i) ci-avant ou des parts ou actions des sociétés autres que des sociétés de personnes qui ne sont pas admises aux négociations sur un marché et dont la responsabilité des associés ou actionnaires est limitée au montant de leurs apports, dont l'actif est principalement constitué d'immeubles acquis ou construits en vue de leur location ou de droits réels portant sur de tels biens ou d'avances en compte courant consenties à des sociétés mentionnées au (i) ou (iii) suivant, et (iii) des parts de sociétés civiles de placement immobilier, des parts ou actions d'organismes de placement collectif immobilier, d'organismes professionnels de placement collectif en immobilier ou organismes équivalents de droit étranger ;
- VI) la détention d'instruments financiers à terme mentionnés à l'article L. 211-1 du C. monét. fin., en vue de la couverture du risque de change ou de taux ;
- VII) la détention de dépôts et de liquidités, de consentir sur ses actifs des garanties nécessaires à la conclusion des contrats relevant de son activité (notamment ceux relatifs à la mise en place des emprunts), et de conclure toute avance en compte courant avec les sociétés dont elle détient, directement ou indirectement, au moins cinq pour cent (5 %) du capital social, dans le respect des dispositions applicables du C. monét.

- fin. ;
- VIII) la mise en place d'emprunts, la prise de dette, le paiement d'acquisition à terme, dans la limite d'un montant maximum sous forme de pourcentage par rapport à la valeur vénale du patrimoine approuvé par l'assemblée générale ;
- IX) à titre accessoire, l'acquisition, directement ou indirectement, en vue de leur location, des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers, ainsi que procéder à l'acquisition directe ou indirecte, l'installation, la location ou l'exploitation de tout procédé de production d'énergies renouvelables, y compris la revente de l'électricité produite ; et
- X) la réalisation, plus généralement, de toutes opérations prévues par l'article L. 214-114 du C. monét. fin. »

SEIZIEME RESOLUTION *Adoption d'une commission sur mutation*

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, l'Assemblée décide d'introduire **une commission sur mutation de parts** :

- en cas de cession de gré à gré entre vendeur et acheteur, ou par voie de mutation à titre gratuit par donation ou dans le cadre d'instance de divorce, au titre de frais de dossier **d'un montant forfaitaire de 150 € HT** (TVA en sus) quel que soit le nombre de parts transférées, à la charge du cédant ; et
- en cas de transaction sur le marché secondaire **de 5% HT** (TVA en sus) à la charge de l'acquéreur.

Cette commission ne s'appliquera pas aux mutations à titre gratuit intervenant dans le cadre d'une succession, pour lesquelles aucune commission ne sera due à la Société de Gestion.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION *Adoption du projet de Statuts modifiés*

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance et rappelé que les Statuts de la Société ont été adoptés le 24 juin 2019 et modifiés en dernier lieu le 3 septembre 2025, l'Assemblée prend acte qu'une mise à jour des Statuts est nécessaire afin de les aligner (i) sur les dernières évolutions législatives et réglementaires, (ii) sur la doctrine et les recommandations des régulateurs, notamment en matière de gestion de la liquidité, (iii) sur les pratiques de la Société, (iv) sur les modifications faites au règlement intérieur du Conseil de Surveillance en conséquence de l'adoption de la dixième résolution ci-avant, (v) de la modification de la durée des mandats respectifs de la Société de Gestion et de l'expert externe en évaluation faite en conséquence de l'adoption des treizième et quatorzième résolutions ci-avant et (vi) de la modification de l'objet social faite en conséquence de la quinzième résolution ci-avant.

L'Assemblée rappelle que l'ordonnance 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif ainsi que son décret d'application, et l'ordonnance 2024-662 du 3 juillet 2024 ainsi que son décret d'application, le décret n°2025-762 du 4 août 2025 portant modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs, ont modifié le régime juridique des SCPI. L'Assemblée constate en particulier, que :

- l'article 4 de ladite ordonnance a supprimé les conditions de quorum pour que l'assemblée générale délibère valablement (article L.214-103 du Code monétaire et financier), qu'il est proposé de maintenir à hauteur de 20 % en AGO et de 25 % en AGE ;
- l'article 8 de ladite ordonnance a modifié la composition du Conseil de Surveillance en prévoyant qu'il peut être composé de 3 à 12 membres maximum (article L. 214-99 du Code monétaire et financier), qu'il est proposé de rester à 9 membres au plus ; et
- l'article 12 dudit décret a modifié la durée du mandat de l'expert externe en évaluation ainsi que la périodicité des expertises et de leurs actualisations (article R. 214-157-1 du Code monétaire et financier) et a porté modification sur les conditions d'arrêté et de publication des valeurs de réalisation et de reconstitution des SCPI, en supprimant l'approbation des valeurs en assemblée.

L'Assemblée précise que les sociétés de gestion sont désormais invitées à réévaluer les outils de gestion de la liquidité mis en place au sein des fonds qu'elles gèrent et leur efficacité. En particulier, la suspension de la variabilité du capital dans une SCPI est un outil de gestion de la liquidité qui est expressément mentionné par le Règlement Général de l'AMF.

Par ailleurs, l'Assemblée prend acte que la Société de Gestion a décidé de modifier le minimum de souscription initiale de parts. A compter du 1^{er} mai 2026, il sera d'une (1) pour tout nouvel associé. Ce nouveau seuil donnera lieu à une modification corrélative dans les Statuts et la Note d'Information de la Société.

Enfin, l'Assemblée prend acte de la nécessité de mettre en cohérence la Note d'Information et les Statuts notamment en matière d'agrément à donner par la Société de Gestion dans le cadre des souscriptions de parts et des cessions de parts à des tiers non associés.

L'Assemblée, connaissance précise du projet de Statuts qui lui est soumis, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, décide, afin de tenir compte notamment des évolutions législatives et réglementaires susvisées, et des modifications proposées par la Société de Gestion, d'adopter article par article et dans son ensemble la nouvelle rédaction des Statuts de la Société tels que présentés à l'Assemblée et figurant en **Annexe 3** aux présentes, lesquels se substituent intégralement aux statuts antérieurement en vigueur.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Adoption du projet de Note d'Information modifiée

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, et rappelé que la Note d'Information de la Société a obtenu le visa de l'AMF le 26 juin 2019 et a été modifiée en dernier lieu le 3 septembre 2025, l'Assemblée prend acte qu'une mise à jour de la Note d'Information est nécessaire (i) afin de l'aligner sur les dernières évolutions législatives et réglementaires, (ii) afin de l'aligner sur la doctrine et les recommandations des régulateurs, notamment en matière de gestion de la liquidité, (iii) afin de l'aligner sur les pratiques de la Société, (iv) du fait de l'adoption d'une commission sur mutation en conséquence de la seizième résolution ci-avant, (v) afin d'aligner son contenu sur les modifications faites aux Statuts en conséquence de l'adoption de la dix-septième résolution ci-avant, (vi) afin d'actualiser la démarche extra-financière de la Société en prenant en compte les engagements concrets pris dans le cadre du règlement SFDR et du label ISR, et enfin (vii) afin d'assurer une meilleure clarté de l'information délivrée aux investisseurs dans le cadre de cette Note d'Information.

L'Assemblée, connaissance précise du projet de Note d'Information qui lui est soumis, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, décide d'adopter le nouveau texte de la Note d'Information de la Société tels que présentés à l'Assemblée et figurant en **Annexe 4** aux présentes, lesquels se substituent intégralement à la note d'information antérieurement en vigueur.

Au titre de l'assemblée générale ordinaire :

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

Pouvoirs

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'effectuer toutes les formalités requises par la loi, nécessaires à la mise en œuvre des résolutions qui précèdent.

*
* *

Si les assemblées générales ne peuvent pas valablement délibérer faute de réunir le quorum requis, les associés seront à nouveau convoqués afin de délibérer sur les mêmes ordres du jour sur seconde convocation.

Annexe 1 : Information concernant les candidats en vue de la désignation des membres du Conseil de Surveillance

| Nom/ prénom du candidat ou Dénomination sociale du candidat (lorsque le candidat est une personne morale) et nom/ prénom de son représentant permanent | Age du candidat (ou de son représentant permanent lorsque le candidat est une personne morale) | Activités et références professionnelles du candidat (ou de son représentant permanent lorsque le candidat est une personne morale) au cours des cinq dernières années | Nombre de parts détenues dans la Société | Emplois ou fonctions occupés dans la Société |
|--|--|--|--|---|
| Monsieur Philippe Baratte | 61 | Président de ImmPB, société de Promotion-Rénovation, et Gérant de ArthéM, ArThéM-IS et Les Feuillants | 174 PP | Membre du Conseil de Surveillance de la Société |
| Monsieur Philippe Germain | 72 | Conciliateur de Justice | 32 PP | Membre du Conseil de Surveillance de la Société |
| Crilin - représentée par Monsieur Pierre-Alban Garin | 40 | Directeur pôle immobilier chez Linxea | 82 PP | Membre du Conseil de Surveillance de la Société |
| Monsieur Franck Girard | 46 | CGP gérant Belle Rive Patrimoine Ancien CGP cogérant chez Wagner Gestion Privée | 20 NP | Membre du Conseil de Surveillance de la Société |
| Monsieur Bruno Bitton | 67 | Retraité de l'industrie | 63 PP | |
| Tobagocal – représentée par Monsieur Stéphane Calimodio | 53 | Directeur d'entreprise | 100 PP | |
| SCI Chan – représentée par Monsieur Guillaume Chan How Tahk | 39 | Auto-entrepreneur | 50 PP | |
| Monsieur Pierre Chérière | 41 | CIF PC Invest 360. Ancien gestionnaire de copropriété | 50 PP | |
| SCI Belemeo Patrimoine – représentée par David Clair | 57 | Directeur général Assurance Maladie IDF | 164 PP | |
| Monsieur Olivier Davy | 57 | Conseil chez Akuit | 20 PP | |
| Monsieur Bertrand De Saint Exupéry De Castillon | 59 | Directeur gérant chez Boostec Conseil Ancien Directeur conseil chez Kainos et IBM | 46 NP | |
| Monsieur Jean-Philippe Dubost | 34 | Ingénieur quality supply chain chez Safran | 38 NP | |
| Monsieur Benoît Granier | 51 | Directeur de programmes chez BNP Paribas | 20 PP | |
| SCI Anama – représentée par Franck Imbert | 51 | Directeur entreprises et banque privée chez Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes Ancien Vice-Président du Directoire de la Banque Rhône-Alpes | 50 PP | |

| | | | | |
|--------------------------------------|----|---|-------|--|
| Monsieur Olivier Kimmel | 47 | Conseiller en immobilier, Gestion de locations saisonnières | 33 PP | |
| Monsieur William Le Pape | 50 | Auto-entrepreneur (White Point, COMCAPH, El William Le Pape Solution) | 49 NP | |
| Monsieur Xavier Moreau | 52 | EVP, Strategy&Business development chez Nuvve, Président d'AlterGrids Ancien e-mobility taskforce Chairman de SmartEn | 41 PP | |
| Monsieur Ludovic Pourrier | 47 | Directeur général APAJH du Var | 20 NP | |
| Monsieur Luc Raemo | 43 | Cadre supérieur chez Easyjet | 43 NP | |
| Monsieur Jean-Philippe Richon | 69 | Chirurgien-dentiste retraité | 50 PP | |
| Monsieur Nicolas Tenoux | 42 | Pilote de ligne chez Air Atlanta Europe, consultant HEC Paris et auto-entrepreneur Ancien Pilote de ligne et instructeur CRM chez Avion Express, ancien Directeur du développement chez Jet Solidaire | 37 PP | |